

La disparition du modèle économique extractif



Ce pays est l'un des territoires les plus pollués au monde par les industries et il doit remplacer sa vieille économie d'extraction dépendante des ressources par une économie durable. Un meilleur dialogue entre le Gouvernement et la société civile est également nécessaire. En outre, les abus contre la liberté d'expression sont fréquents, et le Gouvernement tente systématiquement de réduire au silence les dissidents politiques et les manifestants. Les élections ne respectent pas entièrement les normes internationales ; le Parlement est sous le contrôle du parti au pouvoir et le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant. Les ONG ont été fermées ou leur création refusée.

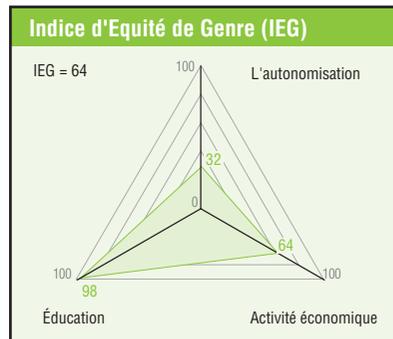
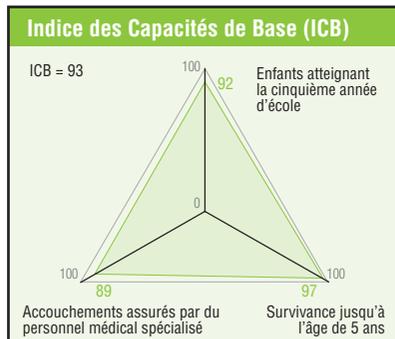
Public Finance Monitoring Centre
Kenan Aslanli¹
Public Finance Monitoring Centre
Samir Isayev²

Dans sa progression vers un développement plus durable, l'Azerbaïdjan doit affronter de nombreux obstacles, tous difficiles à surmonter. La dépendance du pays envers le pétrole et les industries pétrochimiques continue de causer de graves dommages à l'environnement, allant de la contamination des sols à la pollution de l'eau et de l'atmosphère. Bien que le Gouvernement ait pris certaines mesures positives pour remédier à ces problèmes, on ignore combien de temps encore cette situation risque de durer en l'absence d'une stratégie sérieuse de régulation. D'autres aspects de la durabilité, principalement liés aux droits humains, sont plus complexes, car le parti au pouvoir contrôle à la fois le Parlement et le pouvoir judiciaire, la société civile est fortement surveillée et les dissidents politiques et les manifestants continuent à risquer de sévères sanctions.

De sérieux défis environnementaux

L'Azerbaïdjan doit affronter de très sérieux défis environnementaux de différentes sortes. Dans certaines régions, le sol est fortement pollué par des pesticides, tels que le DDT et les défoliants utilisés pour la culture de coton. La pollution de l'eau est très importante et seulement un quart de l'eau polluée est traitée. Près de la moitié de la population n'a pas accès à des installations de tout à l'égout³. Les villes de Soumgaït et la capitale (Bakou) figurent parmi les villes les plus polluées au monde⁴. En outre, Bakou se classe au plus bas de l'échelle mondiale en matière de santé et d'assainissement⁵.

L'économie extractive prédominante n'est pas étrangère à cet état de choses. L'Azerbaïdjan, un des berceaux de l'industrie du pétrole, a une longue



histoire de dépendance économique de l'extraction du pétrole. Il a été démontré que le pétrole était utilisé pour le commerce au III^e et IV^e siècles av. J.-C., et les activités de raffinage à Bakou sont mentionnées dans les écrits du savant et voyageur turc Evilya Celebi, au XVII^e siècle. L'industrie du pétrole proprement dite a pris son essor au XIX^e siècle avec l'émergence des soi-disant « barons du pétrole », qui maîtrisaient les procédés d'extraction et ont contribué à la modernisation et à l'industrialisation de Bakou.

Actuellement, l'industrie pétrochimique demeure la plus importante du pays, bien qu'en 2010 elle ait atteint son pic de production historique de 1,12 millions de barils par jour. Certaines prévisions indiquent qu'il se produira une baisse massive des niveaux de production entre 2015 et 2025 (voir figure 1).

Cependant, la production de pétrole s'est avérée non seulement non durable en elle-même, mais aussi non durable pour l'environnement. La longue histoire de l'Azerbaïdjan en tant que producteur de pétrole a conduit à des niveaux élevés de pollution. Par exemple, pendant l'ère soviétique les quartiers résidentiels de Bakou ont été construits au milieu des champs de pétrole et les opérations industrielles avaient lieu dans les villes intra-muros ville sans grande, voire aucune, préoccupation environnementale. Dans de nombreux cas, l'industrie pétrolière de l'ère soviétique a créé d'énormes lacs de pétrole qui ont littéralement détruit la totalité de la biomasse environnante. Au cours de ces 150 dernières années, les rives de la mer Caspienne, notamment dans la péninsule Abershon, ont subi une véritable catastrophe écologique accumulant les déchets toxiques chimiques et biologiques provenant de la Volga qui ne cessent d'augmenter.

Changement de modèle

Ce scénario sombre reflète un besoin urgent de protéger l'environnement. Ainsi, en 2009, la Banque mondiale a publié un rapport soulignant l'importance de diversifier l'économie azerbaïdjanaise afin de réduire la dépendance des revenus pétroliers et gaziers et de développer une durabilité à long terme⁶. Cette conclusion a été reprise par la Banque asiatique de développement dans le sondage annuel de 2010 de ses États membres⁷ et par le Conseil exécutif du Fonds monétaire international (FMI).

Selon le FMI, « étant donné que la production de pétrole ne sera plus la principale source de croissance, il existe un besoin urgent d'accélérer la diversification économique ». Toutefois, jusqu'à 2010 les secteurs non pétroliers n'avaient pas expérimenté une croissance significative. Le taux de croissance dans les secteurs non liés aux industries énergétiques a diminué de 16 % en 2008 à 13 % en 2010, et les exportations non pétrolières ne représentent que 5 % des exportations totales du pays. Pour freiner cette tendance, le FMI a exhorté l'administration du président Ilham Aliyev à soutenir le secteur privé en promouvant les échanges commerciaux, la modernisation du système fiscal et des services de douanes et la réduction des monopoles d'État.⁸

1 Économiste en chef.

2 Chercheur en chef.

3 Instituto del Tercer Mundo, *Guía del mundo 2011-2012*, (Madrid: 2010).

4 Super Green Me, *Sumgayit, Azerbaijan: The Most Polluted City in 2007*, <www.supergreenme.com/go-green-environment-eco-1--Sumgayit--Azerbaijan--The-Most-Polluted-City-in--2007>; Nationmaster, *Environment Azerbaijan*, <www.nationmaster.com/country/aj-azerbaijan/env-environment>.

5 T. Luck, "The world dirtiest cities", *Forbes*, (New York: 2008).

6 World Bank, *Country Brief 2009 Azerbaijan*, (Bakou : novembre 2009), <web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/AZERBAIJANEXTN/0,menuPK:301923~pagePK:141132~piPK:141107~theSitePK:301914,00.html>.

7 News.az, *Asian Bank Urges Azerbaijan to Develop the Non-oil Sector*, (23 avril 2010), <www.news.az/articles/14048>.

8 S. Abbasov, "IMF: The Party's Over for Azerbaijan's Oil Sector," *Eurasianet*, (24 mai 2010), <www.eurasianet.org/node/61136>.

La réponse du Gouvernement a été d'investir dans une nouvelle usine de construction navale et dans des projets de télécommunications. Il a également publié un décret réduisant le nombre d'inspections des entreprises privées. En juillet 2010, dans une allocution dirigée au Cabinet des ministres, Ilham Aliyev a déclaré que, hormis la nécessité de maintenir les taux de production de pétrole, l'économie se développait d'une manière diversifiée et il a souligné que le développement du secteur non pétrolier était une priorité majeure.⁹

Déjà en 2004, le Gouvernement avait instauré un programme axé sur la poursuite de la diversification de l'économie, en mettant l'accent sur les secteurs autres que le pétrole ainsi que sur l'amélioration du niveau de vie de la population. Les résultats obtenus jusqu'à 2011 ont été positifs, malgré un ralentissement de la croissance économique après le début de la crise mondiale en 2008. Par exemple, en mars 2001, le Comité national des douanes a informé que les exportations agricoles avaient augmenté de 1,38 points (de 20,1 % en 2010 à 21,38 % au cours de la période janvier-février 2011).¹⁰

Aujourd'hui, le Gouvernement fait également preuve d'un engagement modeste envers la protection de l'environnement. Le plus grand défi pour le Gouvernement et le secteur privé est de se débarrasser de l'ancien modèle d'extraction et de favoriser les investissements et la recherche dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement. Le Gouvernement a désigné l'année 2010 comme « l'année de l'écologie » et a lancé des programmes pour la plantation d'arbres, la purification de l'eau et le développement de sources d'énergie alternatives et propres.

Un autre effort encourageant a été le remodelage des complexes de raffinage en dehors de Bakou pour réduire les émissions de dioxyde de carbone près des zones d'habitations. Des travaux ont également commencé pour réhabiliter les sites contaminés. Par exemple, le groupe azéri d'électricité, Azerenerji, a reçu un financement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour reconstruire la centrale thermique Azdres afin qu'elle puisse fonctionner en respectant le Mécanisme de développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto.

Un record décourageant dans le domaine des droits humains

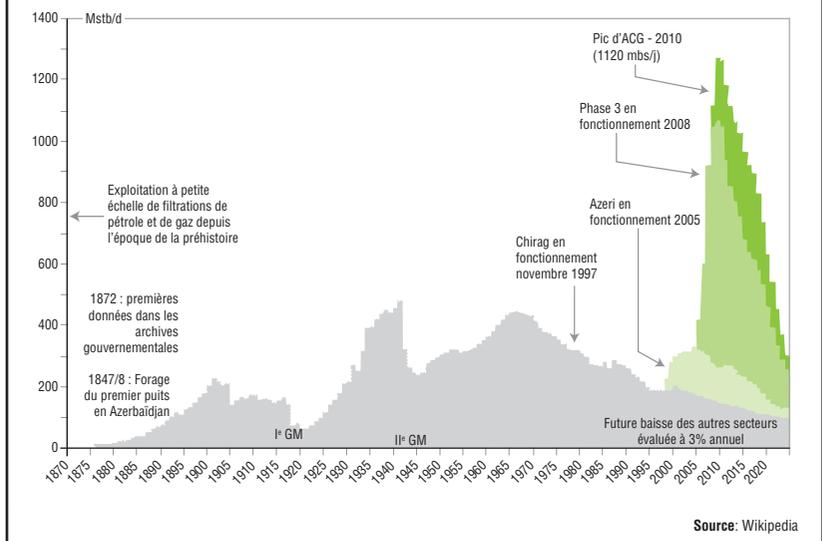
Plusieurs associations des droits humains ont signalé que l'Azerbaïdjan est confronté à des défis importants concernant les libertés fondamentales, les droits humains et la démocratie. Les élections ne respectent toujours pas les normes internationales et il n'y a pas de séparation claire entre les pouvoirs législatif et exécutif, puisque le Parlement est sous le contrôle du Parti dirigeant (Parti du Nouvel Azerbaïdjan).

9 I. Alizex, *Opening Speech at a Meeting of the Cabinet of Ministers on the Result of Socioeconomic Development in the First Half of 2010*, (13 juillet 2010), <www.president.az/articles/417?locale=en>.

10 Freshplaza, *Azerbaijan increased exports of fruits and vegetables by 21%*, (31 mars 2011), <www.freshplaza.com/news_detail.asp?id=78518>.

FIGURE 1

Azerbaïdjan : profils de production à long terme 1870-2014



Article 19, une organisation des droits civiques, a publié un rapport en septembre 2010 qui décrit certaines des principales conclusions relatives à la liberté d'expression en Azerbaïdjan. Parmi différentes tendances alarmantes, le rapport a identifié des actes de violence contre les journalistes, le harcèlement ou la persécution des détracteurs du Gouvernement et l'abus du droit pénal à des fins politiques, y compris l'emprisonnement de dissidents sur des accusations de conduite désordonnée et de possession de drogue. En 2009, plus de 50 personnes ont été considérées comme des prisonniers politiques.¹¹

Les attaques violentes contre les représentants des médias sont fréquentes. En 2005, le rédacteur en chef d'un magazine local a été tué par des assaillants non identifiés suite à la publication de plusieurs articles qui critiquaient durement les autorités. Depuis lors un climat de violence contre les journalistes s'est installé dans lequel prévalent l'impunité des agresseurs, le harcèlement et l'emprisonnement des détracteurs du Gouvernement.¹²

Le recours à la torture et aux mauvais traitements dans les commissariats et les centres de détention a également été signalé. Ces incidents n'ont pas fait l'objet d'une enquête sérieuse et les policiers soupçonnés d'avoir commis des actes de torture n'ont pas été poursuivis.

Le Gouvernement a également fait preuve de violence contre les manifestants. La police a violemment dispersé des manifestations à la suite des élections présidentielles de 2003 et des élections législatives de 2005, et aucun des policiers impliqués n'a été sanctionné. En fait, depuis 2005 le Gouvernement a sévèrement restreint le droit des personnes à se réunir librement.

11 Article 19, *Dissident Kimi Ya Amaq*, <www.article19.org/pdfs/publications/azerbaijan-az-web.pdf>.

12 Ibid.

Des organisations de droits civils et d'autres ONG ont été fermées ou leur création refusée. Des amendements d'une loi de 2009 ont permis au Gouvernement de mettre les ONG sous contrôle étroit.¹³ En avril 2011, Amnesty International a exhorté les autorités à cesser leur répression contre la liberté de réunion, après la violente répression de manifestants à Bakou. Le Comité de la Chambre publique qui a organisé le rassemblement a affirmé qu'au moins 150 personnes avaient été arrêtées dans la rue alors qu'elles étaient en train de manifester contre le Gouvernement. Après le blocage de tous les accès menant au site, des centaines de policiers anti-émeute ont été mobilisés pour arrêter la manifestation, qui avait été organisée par les partis d'opposition à travers Facebook. Plusieurs journalistes ont reçu l'interdiction de photographier ou de filmer les événements, et après la manifestation, de nombreux militants ont été enlevés à leur domicile. Au moins sept personnes ont été reconnues coupables et condamnées, leurs procès se sont déroulés à huis clos et elles n'ont pas eu droit à une défense légale.¹⁴

« Le régime actuel d'Azerbaïdjan a une longue histoire dans le domaine des interdictions et des obstacles aux rassemblements publics », a déclaré John Dalhuisen, directeur adjoint d'Amnesty International pour l'Europe et l'Asie centrale. « La réaction des autorités aux manifestations d'aujourd'hui et aux protestations qui ont eu lieu en mars de cette année révèle crûment leur refus catégorique à tolérer toute forme de protestation publique visible. »¹⁵ ■

13 Human Rights House, *A Common Statement on Human Rights in Azerbaijan*, <humanrightshouse.org/Articles/13209.html>.

14 Amnesty International, *Azerbaijan Protests Broken up as Riot Police Move in*, (avril 2011), <www.amnesty.org/en/news-and-updates/azerbaijan-protests-broken-riot-police-move-2011-04-02>.

15 Ibid.